

questions
de communication

Questions de communication

15 | 2009

Pathologies sociales de la communication

Patrick Charaudeau, *Petit traité de politique à l'usage du citoyen*

Paris, Vuibert, 2008

Laurent Husson



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/1001>

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2009

Pagination : 461-463

ISBN : 978-2-86480-989-0

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Laurent Husson, « Patrick Charaudeau, *Petit traité de politique à l'usage du citoyen* », *Questions de communication* [En ligne], 15 | 2009, mis en ligne le 17 janvier 2012, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/1001>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Tous droits réservés

Patrick Charaudeau, *Petit traité de politique à l'usage du citoyen*

Paris, Vuibert, 2008

Laurent Husson

RÉFÉRENCE

Patrick Charaudeau, *Petit traité de politique à l'usage du citoyen*. Paris, Vuibert, 2008, 125 p.

- 1 Patrick Charaudeau est un spécialiste de l'analyse du discours. Avec cet ouvrage, il élargit son champ d'intervention (l'analyse du discours, puis plus spécifiquement du discours politique et de ses effets de pouvoir) pour le situer dans le cadre de la philosophie politique classique. Ce « petit traité » se présente comme un travail de synthèse, mettant en jeu et situant les uns par rapport aux autres un certain nombre de concepts (accentués par leur mise en italique, du moins dans la première partie de l'ouvrage), mais il a également une ambition « d'éveil, de prise de conscience » (p. 6). Divisé en quatre chapitres, l'ouvrage se positionne aux deux extrêmes de la sphère considérée et va du plus général (la base anthropologique et sociale de la vie politique) au plus particulier (l'action politique aujourd'hui), des constantes de la vie sociale contemporaine aux exigences éthiques pour la vie politique future.
- 2 Le premier chapitre — qu'on pourrait considérer comme étant d'inspiration aristotélo-hégélienne — part de la nécessité du vivre avec autrui pour aboutir à la spécificité de l'identité citoyenne par rapport aux autres formes de la socialité. Il reprend et synthétise les acquis de la philosophie politique sur ces questions. Cela est manifeste par la manière dont la citoyenneté est exhaussée au-delà de l'identité donnée à une identité construite (p. 28). Le propos s'inscrit ici clairement dans la filiation de *Qu'est-ce qu'une nation ?* d'Ernest Renan (que l'auteur ne cite cependant pas).
- 3 Les deux chapitres suivants prennent la question du côté du pouvoir politique, en envisageant et distinguant les concepts fondamentaux pour le décrire ainsi que les

différents aspects de l'action de l'homme politique (l'exercice du pouvoir et de la parole). Le chapitre 2, consacré au pouvoir, reprend des distinctions classiques, à la fois sur la distinction entre légitimité (la *potestas* romaine), autorité (*auctoritas*) (distinction qui recouvre celle entre « avoir une autorité », avoir « de l'autorité ») et puissance (celle-ci concernant les moyens). L'auteur a une formule heureuse par sa clarté : « Le pouvoir, pour s'exercer, a besoin d'une légitimité qui est toujours attribuée, d'une autorité que l'on se construit pour avoir du crédit et de puissance comme moyen qui permet de passer à l'acte de façon efficace et d'exercer une coercition » (p. 36). On peut également retenir la définition donnée de l'opinion publique : « L'opinion publique est le lieu où se construit un savoir à propos des programmes politiques qui lui sont proposés » (p. 57), ainsi que celle du rapport entre l'ordre de la politique et celui de l'instance citoyenne : « L'action politique est de l'ordre du possible alors que le désir de l'instance citoyenne est de l'ordre du souhaitable, dans un temps qui n'est pas le même » (p. 61).

- 4 Le chapitre 3 est consacré à la parole politique que le chercheur envisage selon ses deux faces : le rapport à l'action et le rapport à la vérité (p. 63). L'inspiration de cette étude des masques et des apparences qui sont constitutives de l'être de parole qu'est le politique (qu'il veuille influencer, conquérir ou exercer le pouvoir) est ici clairement machiavélienne. Patrick Charaudeau se livre à une recension des images et mythologies politiques mises en œuvre par la parole politique. Au terme de ce troisième chapitre, on se trouve au stade ultime de la dégradation de l'objet envisagé, c'est-à-dire au moment où le discours se renverse et où, de descriptif, il ne peut que devenir désormais prescriptif. Il y a probablement dans ce chapitre dense la synthèse des recherches de l'auteur.
- 5 Il ne peut y avoir de traité politique sans prise sur la réalité contemporaine. Le *Prince* de Machiavel se terminait par une « exhortation à délivrer l'Italie des Barbares », le présent *Traité* s'achève par un chapitre, « De l'éthique politique et citoyenne », qui se veut aussi un appel à l'introduction de la dimension éthique dans le domaine politique. Cet appel se fonde sur la reconduction de l'analyse économique et sociale qu'on peut faire de la « crise » en France en une crise de l'identité et de la transmission (pp. 98-99), une crise de la relation entre élites et peuple qui renvoie à une crise de la démocratie.
- 6 De ce point de vue, pour Patrick Charaudeau, le sens de la crise est politique (avant d'être social ou économique) et la réponse serait la construction d'une éthique politique et citoyenne dans le contexte d'un mouvement généralisé de sécularisation. Éthique, pour le chercheur, signifie morale de la responsabilité, c'est-à-dire « retrouver une éthique [de responsabilité] qui fasse passer les devoirs devant les droits, en évitant l'instrumentalisation du principe de précaution » (p. 118). À partir de cette position, les dernières pages du livre déclinent un ensemble d'exigences et un appel à la responsabilité de l'instance politique, du citoyen, et de plusieurs secteurs de la vie sociale et, à partir de là, de principes et de règles qui devraient s'appliquer à leur action. À terme, l'auteur en appelle à une exigence morale, qui voudrait articuler éthique de la responsabilité et éthique de la conviction.
- 7 L'ouvrage relève donc d'un geste de dépassement d'une spécialité universitaire — l'analyse du discours, qui reste pourtant le centre du travail avec des propositions — vers ses fondements philosophiques et ses enjeux pratiques. Le but clairement avoué est de construire une critique forte de l'apolitisme comme attitude liée au désenchantement contemporain. Il opère un travail de synthèse de la philosophie politique classique par une mise en situation et en relief de ses concepts. Celui-ci est mené avec un certain

bonheur. D'ailleurs, on conseillera au futur lecteur de se guider non seulement à partir du plan explicite, mais aussi à partir du réseau de concepts et de thèmes marqués en italiques (technique que nous avons utilisée) qui tissent un réseau cohérent.

- 8 Cependant, en ce qui concerne les enjeux et les remèdes (qui occupent le chapitre 4), il nous semble que le dernier chapitre, en appelant à la responsabilité, se tourne un peu trop vers une rhétorique de la conviction. Les exemples particuliers ainsi que la manière de les évoquer (absence de situation historique et de références précises) renvoient à une sorte d'évidence qu'on remet en question par le biais d'une critique des médias et du discours politique. Si l'on peut partager l'appel au devoir et à la responsabilité, ainsi que son extension au citoyen et à certains secteurs de la société civile, certaines affirmations peuvent susciter des réserves. Patrick Charaudeau évoque la nécessité de « retrouver une éthique qui fasse passer les devoirs avant les droits » (p. 118). Or, une telle formule renvoie bien plus à une déontologie qui pose la question des devoirs qu'à une éthique qui s'enracine dans l'idée du Bien. Comme l'exemple du principe de précaution l'indique, l'auteur semble se situer aussi dans une logique juridique. Or, cette priorité des devoirs sur les droits renvoie à une logique holiste (ce qu'on trouve, par exemple, chez Auguste Comte : « Nul n'a le droit que de faire son devoir »), voire théologique (ce qu'est, à terme, par certains aspects, le propos d'un Emmanuel Lévinas) qui relativise le principe constitutif même de la modernité politique. Il entre également en résonance avec une conception du Droit comme ordre transcendant qui définit les droits et non à une conception des droits qui définit à son tour le Droit (comme auto-organisation de la liberté). Il y a là une ambiguïté qu'il importerait d'éclaircir.
- 9 Ensuite, est-il possible d'écrire, sans plus d'analyse, que « les peuples ont toujours une part de responsabilité dans les actions qui sont menées par ceux qui les gouvernent : cela est aussi vrai pour l'Allemagne nazie, pour l'Union soviétique, pour l'Espagne franquiste, le Chili de Pinochet, l'Argentine des militaires, l'Amérique de Georges W. Bush que pour la France de la Terreur. Il y a coresponsabilité au nom d'une tolérance sociale, puisqu'on accepte que le droit soit bafoué par des petits arrangements, des passe-droits, des compensations qu'on considère comme des péchés véniels [...] » (p. 121). Certes, on comprend bien qu'il s'agit pour l'auteur de fustiger les conduites d'excuses et les petits profits. On peut rapprocher le propos de l'auteur d'une formule de Jules Romains citée par Sartre dans *L'être et le néant* (1943, Paris, Gallimard, p. 640) à propos de la responsabilité : « À la guerre, il n'y a pas de victimes innocentes ». Néanmoins, la formule amalgame des situations historiques différentes dans l'espace et le temps (XVIII^e et XX^e siècles) et dans les régimes politiques (démocratiques, autoritaires, totalitaires), où les enjeux et les risques sont loin d'être les mêmes. Ces questions mériteraient des analyses plus approfondies, notamment sur le sens même de telles actions qui peuvent relever — c'est là la tragédie de ceux qui y sont contraints — de la trahison au non d'une exigence supérieure, parce qu'il n'y a plus, précisément, de citoyenneté vivable.
- 10 À terme, avec ce mot de « responsabilité », il y a, pour reprendre une formule de Valéry à propos de la liberté, un mot qui chante plus qu'il ne parle, et auquel il faut réapprendre à parler pour être porteur de sens. Ne faut-il pas s'en tenir à une responsabilité de type « personnel » pour que la notion conserve un sens ? Parler d'une « responsabilité des médias » (p. 121), des « sondages » (p. 122), n'obscurcit-il pas le sens de la notion ? La question n'est pas seulement d'appeler à la responsabilité, mais d'en dégager les modalités et les pratiques. Peut-être l'auteur a-t-il ici péché par excès de synthèse dans son propos, renvoyant à des notions et des problématiques qu'il définit par ailleurs.

AUTEURS

LAURENT HUSSON

Écritures, université Paul Verlaine-Metz UHP Nancy I - IUFM de Lorraine
laurent.husson3@wanadoo.fr